

***Les années 68 :
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°9

Séance du 12 juin 1995

***Sochaux-Peugeot en 68 :
conflit d'entreprise et mouvement global***

par NICOLAS HATZFELD

Michelle Zancarini

Nicolas Hatzfeld est chercheur au GERPISA (Groupe d'étude et de recherche permanent sur les industries et les salariés de l'automobile) de l'université d'Évry. Il a publié dans les Actes d'un colloque qui s'est tenu en 1988 un article « De l'entreprise à la crise, à la crise de l'entreprise » à propos de Peugeot-Sochaux.

Nous lui avons demandé de venir au séminaire pour plusieurs raisons. En effet jusqu'à présent l'historiographie – disons traditionnelle – fait arrêter la crise sociale après le protocole de Grenelle, au discours du général de Gaulle du 30 mai, et ne considère pas les événements qui se sont déroulés dans les entreprises au mois de juin. Une fois de plus il y a là un décalage chronologique. Des événements sont survenus le 11 juin 1968 à Sochaux ; du mois de juin l'histoire et la mémoire ne retiennent le plus souvent que les élections dites « élections de la peur ». Sochaux nous intéresse aussi parce qu'il est le lieu de violences qui jusqu'à présent était celles des étudiants, au moins dans la mémoire. À Sochaux, deux ouvriers sont morts et il y a 80 blessés. Nous souhaitons étudier ce rapport entre grève ouvrière et violence, d'autant plus que ces violences sont intervenues après une première reprise du travail, dans une usine phare de l'automobile où il y a 25 000 ouvriers (seule une petite minorité a participé à l'occupation) pendant le mois de mai. Par ailleurs, la veille, le 10 juin, dans une autre usine automobile Renault-Flins, d'autres incidents violents ont éclaté.

EXPOSE DE NICOLAS HATZFELD

Je pars d'un travail un peu ancien que je n'ai pas repris quant à ses sources, donc il reste avec ses limites. Par ailleurs j'ai beaucoup de mal à conclure sur ce thème et je crois que cela tient à la façon dont je vois les choses.

Je voudrais commencer mon exposé par quelques remarques préliminaires.

Tout d'abord, il me semble important de distinguer l'histoire de la commémoration et de la mémoire. C'est un thème général, mais cette démarche est à reprendre sur chaque terrain où l'histoire se construit. Sortir l'histoire des milieux intellectuels parisiens n'est pas tout, il faut surtout la sortir de la commémoration, émanciper l'histoire de la tutelle qu'exercent aujourd'hui ses anciens acteurs et témoins. Ceci me semble particulièrement important à un moment où arrive à l'âge adulte une génération toute disposée à en faire un mythe.

Ensuite, la dimension monographique appelle de sérieuses précautions, tout particulièrement pour cette période de turbulence à échelle nationale. Une monographie a l'intérêt d'appréhender un champ déjà délimité, selon une ampleur proportionnée à l'effort que l'on va fournir. Mais elle présente un danger, celui d'induire une logique selon laquelle au champ isolé correspond un objet, ayant son unité interne ; en l'occurrence cette grève là pourrait ne pas avoir une logique à l'échelle de cette usine. Faute de cette précaution, on risque de méconnaître le sens de la grève de 68 et de sous-estimer un certain nombre de ses facteurs. Une monographie sur 68 ne peut prendre de sens que dans un ensemble beaucoup plus large.

Par ailleurs, s'il n'est pas question de faire une histoire neutre ou objective de 68, il faut faire une critique de ses sources, mais aussi de son propre rapport à son sujet : dire d'où l'on parle, pour reprendre une question célèbre. Ma relation avec Peugeot-Sochaux 68, bien qu'indirecte, n'est pas anodine. Je n'étais alors que candidat au bac, et activiste lycéen à Valence. Mais trente mois plus tard, et après un engagement révolutionnaire, je me suis établi dans une usine Peugeot près de Sochaux, pensant participer à la construction d'un bastion prolétarien dans ce pôle ouvrier. Mon étude, qui sert de base à cette communication, date cependant d'une période bien postérieure. Mais elle comportait un travail de dépassement associant à la fois renoncement et fidélité.

Enfin, l'événement est loin d'être épuisé. Je ne m'étendrai pas sur ce point qui est au coeur, je crois, de la démarche de ce séminaire, comme de l'action de l'association « Mémoire de 68 » et de la BDIC, qui visent à faciliter et à enrichir autant que possible le retour aux sources. Les acquis de l'histoire sur 68 sont encore partiels, et presque toujours unilatéraux. Mon travail a toutes ces limites, s'appuyant principalement sur une enquête auprès d'anciens acteurs ouvriers et cadres (j'ai interviewé une quinzaine de personnes que j'ai contactées par des biais militants, syndicalistes – CGT, CFDT, FO – qui n'étaient pas forcément militants en 1968).

Le 11 Juin 68, un événement

Parler de Sochaux en 1968, c'est d'emblée faire référence à un événement survenu le 11 juin : une longue journée d'affrontements massifs entre CRS et ouvriers aux abords de l'usine Peugeot.

1) mardi 11 juin

Appelés par une autorité supérieure au sous-préfet de Montbéliard, des CRS et Gardes mobiles investissent l'usine à la fin de la nuit. Celle-ci était occupée par des grévistes, alors qu'à l'appel de la direction, des cars de ramassage doivent arriver vers 4 heures amenant des ouvriers venant reprendre le travail. Alors que les gardes mobiles délogent les occupants avec sobriété, la brutalité des CRS provoque des réactions, des bagarres. Les cars d'ouvriers arrivent et sont pris dans les affrontements. Grévistes et non-grévistes se solidarisent.

Charges et contre-charges, arrivée incessante d'ouvriers, barricades, vont aller en s'amplifiant au cours de la journée. Vers 9 heures, lors d'affrontements particulièrement violents, des CRS tirent pour se dégager : un ouvrier est tué. Des arrêts de travail ont lieu dans les usines de la région, des tentatives de médiation des syndicalistes, d'autorités politiques, religieuses ou institutionnelles sont vaines jusqu'à 19 heures. La direction refuse jusqu'en début de soirée de faire évacuer les CRS. Entre-temps, les combats, toujours plus nombreux, auront fait de nombreux blessés et un autre mort.

Les CRS se retirent finalement vers 21 heures, alors que l'ambiance devient insurrectionnelle, que des rumeurs de fusils de chasse commencent à circuler. Après leur départ, des groupes de manifestants mettent à sac le Cercle Hôtel de l'usine, qui a servi de quartier général aux forces de police.

2) Les événements de cette journée appellent plusieurs remarques et questions.

– Les affrontements ont été violents : au cours de cette journée, du seul côté connu, le côté ouvrier, deux personnes ont trouvé la mort, 80 blessés ont été hospitalisés dont certains gravement atteints. Les pertes du côté des CRS restent cachées. Cela fait de cette journée un moment d'importance indéniable dans le mouvement de mai-juin 68.

– Avec les bagarres de la veille à Renault-Flins, cette journée élargit l'identité du mouvement de mai, fait sortir la violence hors des turbulences étudiantes, ancre ce mouvement dans la lignée des graves conflits de l'histoire ouvrière et l'installe dans un pôle majeur de la société de l'époque : les ouvriers de l'industrie automobile. L'usine sochaliennaise, avec ses 25 000 salariés, est alors une des toutes premières de France, sinon la première.

– La succession des faits au fil de la journée montre la résistance du réel aux décisions prises, aux analyses qui les ont sous-tendues, parmi les autorités de l'État et les dirigeants de l'entreprise : les forces de police abandonnent le terrain, la grève est relancée, l'entreprise est déclarée zone neutre tant que des négociations n'auront pas abouti à un accord direction-syndicats. Mais aucune autre force, syndicale ou politique, aucune structure n'a prévu ni maîtrisé ces événements

– On ne peut se contenter de parler d'engrenage des faits et s'en remettre à une mécanique de lutte de classes pour rendre compte de cet événement. Celui-ci doit nous amener à laisser émerger les questions. Par exemple :

– comment expliquer le comportement paradoxal d'une partie des ouvriers, affrontant les CRS alors qu'ils étaient venus reprendre le travail ?

– comment expliquer l'énergie de la riposte ouvrière à ce moment du mouvement national, plutôt orienté à la reprise ?

– comment expliquer les décisions inadaptées de la direction de Peugeot et des instances de l'État ?

– plus généralement, comment faire une histoire de 68 sans étudier, précisément, les structures étatiques, les forces de police, les partis de droite, le patronat... ?

À ces questions, bien sûr, je n'ai que peu de réponses. Certains repères peuvent être fournis sur un temps plus long, à l'échelle du déroulement de la grève.

Un mois de grève au déroulement tourmenté

Trois périodes bien distinctes se succèdent, après l'entrée en grève.

1) L'entrée en grève

Le début de la grève présente des aspects contrastés :

– il ne vient pas très tôt : ce n'est que le vendredi 17 mai, juste après les appels confédéraux, que les trois syndicats, CGT, CFDT et FO décident de lancer la grève le lundi 20 au matin

- d'autre part, la grève – avec occupation – est adoptée sans aucune difficulté au cours du meeting intersyndical ;
- enfin la très grosse majorité du personnel quitte aussitôt l'usine.

Ces données, paradoxales, s'expliquent d'une part par le bilan douloureux de conflits antérieurs, dont on reparlera plus tard, mais aussi par le fait que les salariés de Sochaux ressentent la grève de 1968 comme une vague d'ampleur nationale qui s'impose d'elle-même.

Un autre élément est significatif. Alors que l'usine s'arrête en même temps que le gros des entreprises à l'échelle nationale et sur le plan local, les témoignages font apparaître chez les acteurs de la grève la sensation d'un retard important à Sochaux, comme si l'usine s'arrêtait longtemps après les autres. Et le bruit court que, si la grève ne se déclençait pas, l'usine manquerait bientôt de pièces.

La grève, encore minoritaire dans le pays, apparaît dominante : la dynamique nationale s'est imposée dans les esprits avant de le faire dans la réalité. Ainsi, le début de la grève à Sochaux est davantage une reconnaissance et une acceptation de la vague nationale que le lancement d'un conflit.

Cela pose aussi, à mon sens, le problème du rôle – inédit – de la télévision dans la diffusion du mouvement de Mai 68 et de sa représentation.

2) Du 20 au 30 mai : sur la vague du mouvement national

Les premières caractéristiques de cette période sont l'attente à l'égard des événements nationaux et l'absence d'enjeux formalisés sur le plan local. Ainsi ce n'est que le 22 mai que les syndicats portent à la direction une plate-forme revendicative, qui est d'ailleurs la plate-forme habituelle, et ils attendent huit jours pour demander l'ouverture de négociations. Dans les premiers jours, la direction n'est pas considérée comme un interlocuteur. Elle-même paraît voir les choses de la même façon : aucune prise de position publique, pas même pour condamner l'occupation, aucun appel au personnel, elle est dans l'expectative.

3) Du 31 mai au 11 juin : les offensives de la direction

À la différence de la précédente, cette période est chaotique, faite d'une succession de coups de boutoir de la direction de l'usine, qui veut s'en tenir au protocole de Grenelle (27 mai). En face, les grévistes veulent continuer, avec des hésitations.

Des rencontres direction-syndicats ont lieu, sans véritable négociation ni accord. Deux consultations du personnel se déroulent, sans entraîner de consensus. Une reprise du travail a même lieu le 10 juin. Mais ce même jour, la grève repart, avec une seconde occupation, minoritaire. Et dans la soirée la direction appelle par radio à reprendre le travail le lendemain matin.

Plusieurs éléments peuvent éclairer cette évolution tourmentée :

- le retournement de tendance au niveau national, où le mouvement se morcelle et reflue : grévistes et direction se retrouvent face à face, comme dans un conflit classique sans être vraiment entrés en conflit ;
- d'autre part, l'absence de la masse des salariés, comme extérieurs au déroulement des événements, ce qui empêche les protagonistes de se sentir assurés sur leurs positions ;
- enfin, la division du front des grévistes, entre syndicats et à l'intérieur des syndicats, favorisée par cette incertitude.

4) Du 12 au 21 juin : un bras de fer d'entreprise aux implications nationales

Le conflit prend alors une tournure tout à fait différente : l'usine est fermée, neutralisée, considérée comme en grève jusqu'à la conclusion d'un accord entre syndicats et direction, accord que les salariés attendent chez eux. Les négociations traînent, l'attente s'installe. Malgré la longueur du conflit, les grévistes font alors preuve d'une grande fermeté, forçant ainsi la direction à passer par un accord avec les syndicats.

Puis, le 19 juin, tout se dénoue en deux heures. Les syndicats de Sochaux voient arriver de Paris le PDG qui négocie vraiment. Le lendemain, le personnel est consulté et vote la reprise à une très forte majorité. Le 21 juin, après 31 jours de grève, le travail reprend.

D'autre part, ce conflit Peugeot a pris une résonance nationale :

- des manifestations et débrayages de solidarité ont eu lieu dans tout le pays.
- les confédérations CGT et CFDT ont envoyé sur place des cadres nationaux pour participer aux négociations.
- la veille de l'accord, le ministre du Travail intervient auprès des directions et des syndicats de Citroën et de Peugeot pour qu'ils favorisent la reprise (depuis près d'une semaine, le nombre de grévistes est descendu, pour l'ensemble du pays, à moins d'un million, et le premier tour des élections législatives doit avoir lieu le 23 juin).
- enfin, c'est le PDG qui, en deux heures, débloque la situation.

Pluralité et unité des grévistes:

Le déroulement haché de cette grève et la difficulté des acteurs à ajuster leur tactique viennent en partie de la diversité des comportements grévistes.

1) L'occupation : s'approprier l'usine, participer au Mouvement

D'abord, les participants à l'occupation.

Ils sont très minoritaires. Leur nombre a varié entre un millier et, une centaine : nombre très réduit si on le rapporte aux 25 000 salariés, aux 3 000 syndiqués environ, aux 130 délégués du personnel, mais aussi si on le rapporte aux contraintes matérielles d'une occupation (nombreuses portières et dizaines d'hectares que comprend l'usine). Matériellement il était très difficile à cette centaine d'occupants, qui se relayaient, de maintenir réellement un pouvoir ouvrier sur cette usine, c'était un pouvoir formel qui ne tenait que tant qu'il était accepté par l'autre. Une grande partie des occupants sont syndiqués, et les structures syndicales jouent un rôle de mobilisation important ; les non-syndiqués sont toutefois présents, en nombre non négligeable.

Dans cette occupation, l'important se situe dans une forme d'appropriation de l'usine :

- entretien, surveillance méticuleuse des installations ;
- fresques murales qui ornent les murs extérieurs, représentant un lion vaincu par les ouvriers ou une caricature de de Gaulle ;
- projet, caressé avec quelques cadres CFDT, de remettre en marche à eux seuls l'usine.

L'occupation présente un autre aspect caractéristique du mouvement de mai : la propension à mettre en question, à débattre, méconnue dans le monde ouvrier.

En quelques jours, une assemblée générale est mise en place par le comité de grève pour guider la grève et sensibiliser sur les événements nationaux. Cette assemblée est transformée sous l'effet de quelques contestataires. Elle se nomme le Forum, regroupant souvent environ une centaine de personnes dans une salle bourrée, et devient vite un lieu où chaque soir fusent les controverses sur la grève, les orientations syndicales, la situation nationale et les stratégies politiques. Ce Forum rayonne dans la première période de la grève ; il s'efface en juin, quand la tendance est à la reprise.

D'autres activités sont menées par cette frange de grévistes actifs :

- la mise en grève d'usines alentour ;
- des groupes d'intervention se chargeant de persuader les commerçants des marchés de maintenir leurs prix ;
- l'organisation dans les cités des environs, mais aussi dans la région, d'une popularisation destinée à maintenir le contact avec les ouvriers dispersés ;
- plus traditionnellement enfin, un meeting quotidien d'information.

2) Les attentistes, qui expriment un autre rapport à l'usine

La masse du personnel vide les lieux, et son attitude comme ses motivations constituent jusqu'au 11 juin la grande inconnue du conflit.

Peu se déplacent pour participer aux votes organisés par la direction ou les syndicats. S'ils reprennent sans problème apparent le travail le 10 juin, ils acceptent aussi facilement ce même jour la relance de la grève.

Les tentatives faites de part et d'autre pour se les rallier ne débouchent donc sur rien de net. Ce qui mérite réflexion. Tout d'abord, la grève s'est imposée à tous comme une évidence nationale jusqu'à la fin du mois de mai. D'autres facteurs jouent, typiques d'un rapport distant à l'usine. Beaucoup s'en vont : ceux qui habitent à quelques dizaines de kilomètres, souvent à la campagne ; mais aussi nombre d'habitants des nouvelles cités où, désœuvrés, ils s'ennuient et partent dans leur village ou ville d'origine.

Parmi ces salariés, certains se consacrent à leur seconde activité, agricole ou autre ; d'autres bricolent ; d'autres enfin trouvent à s'employer. Beaucoup sont plutôt satisfaits, voire même fiers de ne pas dépendre de l'usine, en même temps que peu solidaires : leur attitude révèle une faible intégration au milieu sochalien.

3) Avec le 11 juin, convergence des refus

Les différences d'attitude s'estompent le 11 juin.

Le déclencheur de cette journée d'affrontements réside sans doute dans la brutalité des CRS plus encore que dans leur présence elle-même : violence provocatrice, destructions gratuites, agressivité

incessante au long de la journée. Ils attendent une combativité dont tout indique qu'elle est spontanée, spécifiquement ouvrière et pour l'essentiel le fait de salariés de chez Peugeot. Mais la force croissante de cette réaction ouvrière nous amène à chercher des raisons plus profondément ancrées dans la réalité sociale, à une échelle de temps plus ample.

4) Encadrement : une mise en question éphémère mais remarquable

Les cadres ne font pas la grève. Pourtant, elle les marque fortement. Pour eux, la périodisation en mois de mai et mois de juin correspond très directement à flux et reflux de leur sensibilité, et montre leur sensibilité au contexte politique.

En mai, c'est la remise en cause : la direction reste muette, prise de court, semble-t-il, et ne commence à se manifester que le troisième jour. Par contre, le syndicat CFDT des cadres, alors le seul présent dans ce milieu, prend des initiatives : organisation d'une réflexion sur le rôle des cadres avec assemblée générale et commissions de travail ; prise de contact avec les structures ouvrières de l'occupation. Ces initiatives rencontrent un écho important et regroupent jusqu'à plusieurs centaines de personnes.

Mais l'encadrement se fait reprendre en main par la direction en juin. L'effervescence retombe autour du syndicat CFDT, c'est au tour de la direction d'obtenir des assemblées nombreuses sur des thèmes tournant autour de la reprise du travail, bien sûr, et avec une tonalité de plus en plus énergique.

Peugeot-Sochaux à l'époque de 1968, un modèle à son apogée

La grève de 1968 intervient après une période de mutations dans l'usine dont il faut retracer quelques traits.

1) Avant 68 : une usine en expansion, un personnel en mutation

L'usine de Sochaux a été créée environ cinquante ans auparavant, et elle domine l'activité économique locale par le biais de la sous-traitance.

D'autre part, elle a connu depuis le début des années 1950 une phase d'essor considérable. Peugeot, entraînée par son succès, s'est engagée dans la croissance et la mutation en une grande entreprise dotée d'une gamme complète de modèles, et vise une des premières places en France. Sochaux est, de loin, son premier site de production.

Les effectifs ont doublé depuis le début des années 1950, le recrutement s'est beaucoup élargi, au-delà de l'agglomération de Sochaux-Montbéliard, dans un rayon de cinquante kilomètres vers des zones rurales de la région (l'entreprise affrète 275 cars quotidiens pour drainer plus de 12 000 salariés). Une bonne partie sont d'origine paysanne, certains le restent à temps partiel ; d'autres viennent de localités de vieilles industries mécanique ou textile. Le recrutement s'est élargi au niveau national également, et depuis peu au niveau international, avec l'embauche par contrats temporaires de contingents d'ouvriers immigrés, dont le nombre est encore limité par rapport aux grosses usines de la région parisienne.

La composition du personnel a changé : rajeunissement et faible ancienneté ; poids accru des faibles qualifications (manoeuvres et OS constituent les trois quarts de l'effectif ouvrier).

Le rapport des salariés à l'entreprise s'est modifié et diversifié. Les salariés originaires de l'agglomération montbéliardaise vivent l'identité traditionnelle de la ville-usine, Peugeot-Sochaux étant un peu assimilés.

Par contre d'autres ont maintenu une complémentarité usine/campagne, tels les ouvriers-paysans traditionnels pour lesquels la conciliation de l'atelier et de la ferme est de plus en plus difficile, ou des salariés exerçant une activité subsidiaire dont ils espèrent parfois vivre un jour totalement ; de fait, disposant d'une double identité, ils sont parfois extérieurs à l'une comme à l'autre de leurs activités.

D'autres enfin, souvent jeunes fraîchement arrivés de loin et installés en foyer, français ou immigrés, ne sont que faiblement intégrés dans le complexe social de Peugeot.

Les habitants des nouvelles cités se trouvent dans des positions intermédiaires, plus ancrés que les jeunes célibataires des foyers, mais pas autant que les gens de racines sochaliennes.

2) Un rapport salarial paternaliste et fordiste

A cette époque, la rationalisation industrielle développée dans les années cinquante bat son plein avec l'automatisation de secteurs tels que la mécanique : rationalisation dans le secteur de la carrosserie, particulièrement aux chaînes de montage ou à l'emboutissage, usines dont les effectifs ont absorbé une grande partie des nouveaux embauchés. Le rapport à ce travail est d'autant plus problématique que les nouveaux salariés ne sont que partiellement adaptés au travail industriel.

Pour constituer puis consolider l'ensemble productif, la direction a développé une politique sociale s'appuyant surtout sur les éléments suivants :

- Des hauts salaires qui placent les salariés de chez Peugeot très au-dessus de ceux de toute la région, dans les années cinquante et soixante
- Un vaste programme immobilier mettant en place dans les communes entourant l'usine une couronne de grands ensembles, visant à rapprocher et fixer une partie de la main-d'oeuvre rurale et régionale, à mieux l'adapter aux horaires postés et aux horaires de production en général
- Un encadrement social et économique que Peugeot prend directement en main : des oeuvres sociales multiples, un réseau de magasins, une formation du personnel, une équipe de football, des prix réduits sur les voitures, ce qui permet aux salariés de Peugeot de briller sur le plan régional.

L'ensemble de ces dispositions a constitué le personnel de l'entreprise en une sorte d'aristocratie régionale. Mais il n'a pas suffi à garantir la paix sociale.

3) *Relations sociales : déjà, un héritage de tensions datant du début des années soixante*

Dans les années 1955-1959, la direction avait, comme chez Renault, mis en place des accords d'entreprise renouvelables, à l'américaine, visant à instaurer une paix sociale malgré le désaccord de la CGT majoritaire.

Le début des années 1960 a vu cette politique contractuelle de type fordiste voler en éclats sous l'effet de plusieurs conflits mettant en avant des éléments nouveaux, et que l'on peut schématiquement regrouper en deux types :

- 1960 et 1961 : deux grèves à partir de problèmes de cadences, de conditions de travail et de rémunération, localisées essentiellement aux chaînes de montage. Elles ont mis en mouvement des ouvriers souvent jeunes et nouveaux, avec des modes de lutte nouveaux eux aussi : grèves sauvages, occupation d'un bureau de directeur. C'était, par rapport à l'ensemble du pays, un type de conflit tel qu'il s'en trouvera beaucoup dans l'après soixante-huit.
- Puis, en 1963, une grève victorieuse de l'ensemble de l'usine, englobant la maîtrise, pour la quatrième semaine de congés payés ; et enfin, une grève en 1965, au retentissement national, portant principalement sur les salaires avec un thème significatif : « l'entreprise est prospère et nous voulons en profiter ». Ce mouvement ouvrier s'était effiloché et soldé par un lourd passif.

Les conséquences de ces conflits ont été importantes :

- dans l'immédiat, en général, des échecs, parfois même une répression sévère ;
- la fin de la période turbulente ;
- une forte dégradation du climat social :
 - . enterrement dès 1960 des accords d'entreprise et des pratiques de concertation
 - . raidissement de la direction.
 - . du côté des salariés, arrêt de la contestation active et fin de l'optimisme revendicatif ; mais aussi, recul de l'esprit Peugeot en tant que sentiment d'appartenance à une communauté d'entreprise, et montée d'une rancœur à l'égard de la direction.

Les marques de ces conflits comptent dans les attitudes des grévistes de 1968, tant dans leur faible initiative du début que dans les attitudes postérieures : revanche pour les uns – les actifs de la grève – ou éloignement et autonomie des autres, ainsi que dans l'unité retrouvée à partir du 11 juin.

4) *Après 68, la continuité du modèle, en force*

Après ce conflit, une partie des caractéristiques antérieures se maintiennent.

L'usine poursuit son expansion, malgré les projets antérieurs, jusqu'à atteindre au milieu des années 1970 une dimension gigantesque (42 000 salariés à son maximum), recourant fortement aux ouvriers immigrés, dont elle diversifie les origines, et qu'elle installe en priorité dans les secteurs de production intensive.

L'organisation du travail garde les principes tayloriens.

Une grande partie du compromis social est maintenue :

- les salaires restent nettement supérieurs à la moyenne régionale, même si l'écart tend à s'atténuer, et le recours massif aux heures supplémentaires conforte cette rémunération.
- les autres aspects de la politique sociale sont maintenus, logement, voiture à prix réduit etc. Peugeot se désengage toutefois du commerce alimentaire et de biens de consommation. Ces aspects, qui continuent de rendre enviable la condition matérielle du salarié de Peugeot, ont cependant perdu de leur prestige.

L'entreprise participe à la tendance nationale de consolidation de la condition des salariés : réduction des horaires, mensualisation, garanties en cas de mutation. Il y a dans la foulée de 1968, toute une série de décisions et de mesures qui rentrent dans cette logique de compromis social fordiste classique.

Cependant certains aspects dans l'usine sont modifiés, en particulier dans le domaine des relations sociales, où la direction affiche une logique conflictuelle :

- les partenaires sociaux classiques dans l'entreprise, la direction et les syndicats, voient leur légitimité affaiblie par ce conflit. La direction, par son inaptitude à comprendre et à prendre en compte les dimensions du conflit. Les syndicats, qui ont eu beaucoup de difficultés à proposer des réponses adaptées et s'installent dans une division durable ;
- la direction du personnel est confiée à d'anciens militaires et elle adopte une démarche de blocage avec les syndicats qu'elle appelle « révolutionnaires » ; elle encourage les syndicats-maison ; plus largement, elle diffuse dans l'usine une logique d'affrontement avec toute forme de contestation ;
- une politique massive et diversifiée de communication « engagée » est développée en direction du personnel, visant la reconquête mentale de celui-ci.

Dans l'ensemble, l'entreprise garde donc les traits du fordisme antérieur dont elle renforce les éléments de contrainte et de crispation sociale.

Ce n'est que peu à peu, à partir du milieu des années 1970 et surtout dans les années 1980, que s'amorcera une politique sociale différente : introduction de nouvelles technologies, expériences combinant celles-ci avec de nouvelles organisations du travail, individualisation des rémunérations, des trajectoires professionnelles, réforme des classifications, réduction des effectifs, du *turn-over*. Le contexte économique va rapidement accélérer ce changement dans l'entreprise.

Pistes d'interprétation : 68, ou la crise affirmée d'un modèle socio-industriel

1) Grève revendicative ou politique ? Des références étriquées

Le mouvement de mai-juin 1968 à Sochaux résiste à toute démarche tendant à l'enserrer dans une logique unique, et les catégories classiques apparaissent vite limitées : ainsi les alternatives revendicatif/politique, ou réforme/révolution.

L'alternative conflit revendicatif ou politique ne s'accommode guère de la complexité de ce conflit.

Quelle est la place des revendications dans cette grève ? Le 20 juin, les grévistes reprennent le travail sur la base d'acquis nettement supérieurs à ceux proposés dans le protocole de Grenelle. Mais ils ne répondent que partiellement au mouvement qui vient de s'achever. Apparue tardivement, le champ strictement revendicatif fait surtout figure de traduction, sous leur forme supposée réaliste parce que traditionnelle, des potentialités apparues dans le mouvement.

De son côté, la politique est essentielle dans ce mouvement. Son déroulement est, on l'a vu, structuré autour du pivot que constitue le second discours de de Gaulle :

- le mois de mai voit la prééminence des questions politiques, ou tout au moins globales y compris dans l'usine ;
- par la suite, la convergence s'estompe, le domaine du politique se réduit en même temps qu'il se dissocie de la grève proprement dite.

Seule, la tournure dramatique de la grève limitera la différenciation. Les résultats électoraux confirmeront un ancrage à gauche de la majorité face à une droite gaulliste plus étroitement assimilée à Peugeot.

2) Peugeot-Sochaux, à la fois représentatif et spécifique

D'un côté, l'ensemble est très représentatif de la société française de l'époque.

Le personnel compte une forte proportion de jeunes, et présente une diversité renouvelée.

Le travail industriel y est fortement taylorisé, avec sa parcellisation, ses cadences intenses, sa coupure entre exécution et conception, sa discipline rigide.

L'organisation socioprofessionnelle y est contrastée : d'une part, des classifications rigides, une hiérarchie lourde ; de l'autre, une mobilité sociale et des possibilités d'ascension importantes procurées par l'expansion de l'usine, et plus largement de l'entreprise, et qui constituent un facteur fort d'acceptation de la part des salariés.

D'un autre côté, on a affaire à un ensemble industriel et social particulier. Une grande partie des caractéristiques de la société française se trouve accentuée ici. C'est le cas de l'accès à la consommation – favorisé par la politique salariale et par les avantages pratiqués par Peugeot – déjà parvenu ici à un stade qu'une partie de la société n'atteindra qu'après 68. C'est aussi le cas des formes de rejet du travail taylorisé, à la chaîne ou en série.

De plus, l'hégémonie de Peugeot sur l'agglomération de Montbéliard-Sochaux, et sur la région alentour trouve peu de comparaisons en France. Cette domination lie en un ensemble particulièrement

fermé les différents aspects de la vie : travail, voiture, logement souvent, achats, loisirs... L'air même que l'on respire dans l'agglomération sent, selon les vents, la fonderie de Peugeot.

Cette domination est encore renforcée par la forme que prennent ici les relations sociales. Les partenaires sociaux, comme dans la majorité des entreprises privées, sont passés à côté d'une politique contractuelle. La direction de l'usine présente donc toutes les apparences d'un pouvoir sans partage.

3) 68, une déclaration de crise

Le double aspect, représentativité-spécificité de Peugeot-Sochaux, permet de prendre en compte de nombreux aspects de ce mouvement.

Si les salariés acceptent la grève si facilement, c'est qu'ils se reconnaissent dans un certain nombre de remises en cause qu'elle comporte : remise en cause du travail, des relations hiérarchiques et des formes de pouvoir.

La remise en cause du rapport au travail :

- pour les ouvriers occupants, relativement qualifiés et intégrés, la remise en cause s'exprime plutôt par le sentiment de devenir maîtres de leur travail, des machines, des ateliers au cours de l'occupation.
- de façon plus brute, les jeunes ouvriers des chaînes ont tout simplement peur de reprendre le travail le 10 juin, ce qui confirme combien l'arrêt du travail a déjà constitué un rejet.

Ainsi, la grève a fait resurgir des résistances au travail taylorisé apparues lors des conflits de 1960-1961.

Les relations hiérarchiques sont également touchées : cela apparaît de façon diffuse chez les grévistes, et beaucoup plus nettement parmi les cadres et ingénieurs, qui se trouvent au centre de ces relations, et qui sont saisis par le doute.

Enfin le rapport à l'entreprise en tant que pouvoir : cela apparaît, avec humour, au travers des fresques murales du début, qui associent les échecs de de Gaulle et de Peugeot. Cela s'affirme massivement et avec intransigeance lors de la journée de résistance violente du 11 juin.

Si la résistance ouvrière a été aussi massive et énergique, au point de rester maîtresse du terrain, c'est qu'elle réagit au télescopage de toutes les dominations : celle du travail dans l'entreprise et de ses contraintes, celle de l'entreprise sur la vie hors usine, celle de l'État, par ses troupes policières, au service de la même entreprise. Ce télescopage est d'autant plus insupportable qu'il est ressenti comme illégitime. Peugeot utilise le pouvoir d'État, pouvoir politique – le seul qui ne lui appartient pas – pour imposer les autres pouvoirs qui sont mis en difficulté.

Un événement symbolique de ce rejet multiple est la mise à sac en fin de soirée, le 11 juin, du Cercle Hôtel Peugeot, triplement emblématique : c'est le lieu ordinaire du prestige et de l'opulence de l'entreprise ; il est devenu depuis le début de l'occupation siège de la direction ; le 11 juin, il a accueilli le quartier général des forces de police.

DISCUSSION

Yves Cohen

- La question du retard de Peugeot dans le démarrage de la grève :

Ce qui est en jeu c'est une image de la puissance de Peugeot. Or historiquement, le mouvement ouvrier du pays de Montbéliard a suivi des phases de puissance et de faiblesse qui sont tout à fait honorables par rapport à d'autres grandes régions ouvrières comme Le Creusot. Il y a aussi l'idée que c'est une région de paysans : « nous sommes des paysans et nous ne serons jamais des vrais ouvriers avec une tradition ouvrière, nous ne sommes capables que de flambées de violences, etc. ». C'est une composante des rapports des ouvriers à leur propre histoire. Or la violence a très souvent été présente dans les grèves (chasse aux non-grévistes dans les années vingt ; il y a aussi des histoires de pistolet en 1936).

- Par ailleurs ce qui reste du 11 juin à Sochaux, c'est qu'il y a eu plusieurs morts chez les policiers.
- Quel était le nombre des CRS et des gardes mobiles et celui des ouvriers qui se battaient réellement ?
- La violence était aussi du côté des cadres : ils se préparaient à un affrontement armé.

Nicolas Hatzfeld

- Au sujet de la violence, la proximité de la guerre d'Algérie n'est pas sans importance, quant aux syndicats ils ont très peur des affrontements.
- On ne connaît pas le nombre de personnes engagées d'un côté ou de l'autre.

Michelle Zancarini

Il faut sans doute réévaluer l'importance de la guerre d'Algérie, de ses traces dans le corps social et les mouvements sociaux des années 68. Par exemple, on retrouve l'influence de la guerre d'Algérie chez les viticulteurs du Midi en 1967 et en 1975-1976. Il y a dans les discours des viticulteurs, des références à une pratique de la violence datant de la guerre d'Algérie.

Franck Georgi

– On assiste à la formation d'une génération de leaders en 1968 (Jean-Paul Gita, Lambert). Il serait intéressant de suivre leurs parcours politiques.

Se pose le problème de l'unité syndicale qui s'effrite en juin à Sochaux, la CFDT se montrant plus dure que la CGT.

– Y a-t-il eu des liens avec les étudiants et les CAL (Comités d'action lycéens) ?

Réponse : peu, mais il y avait des militants d'extrême gauche présents en mai-juin à Sochaux en particulier de Voix Ouvrière.

Par ailleurs y a-t-il eu des tentations de violence avant le 30 mai et le discours de de Gaulle ? (réponse non, à partir du 4-5 juin seulement).